



Nous venons de vivre un événement politique considérable. Le Non de notre peuple à l'injonction libérale vient ouvrir à gauche de nouveaux horizons, de nouvelles exigences. Ce Non, c'est la gauche, le monde du travail, le monde de la création, qui témoignent, ensemble, de leur désir de construire une alternative au libéralisme.

Durant la campagne, nous avons assisté à un réveil de l'inspiration et de la créativité politique. En quelques mois, par une mobilisation sur des idées, des contenus, du sens nous avons réalisé ce que beaucoup pensaient impossible. Quand la politique redevient propriété populaire, cela change la donne.

Nous voulons poursuivre le mouvement entamé. Le chantier de la construction d'une alternative est ouvert à tous les citoyens qui ne se résignent pas à un monde qui se défie de l'humain. Les artistes, dont les œuvres nous aident à comprendre le monde et à le rêver, peuvent y contribuer grandement. Il y a besoin d'une gauche courageuse, qui porte des propositions audacieuses et un projet de justice sociale, qui œuvre à la transformation sociale. Pour cela, il faut s'en prendre aux puissances d'argent et combattre le libéralisme. Tout cela, nous devons le bâtir ensemble, sur la place publique. Parce que la gauche n'est rien sans le peuple.

C'est en ce sens que j'ai parlé d'« Union populaire pour changer la vie ». Cette alternative quelle pourrait-elle être si elle ne faisait de la culture et de l'art un enjeu majeur pour tous ? C'est la raison pour laquelle les communistes seront présents avec ce journal et de nombreuses initiatives dans les festivals cet été.

C'est la raison de ma venue en Avignon.

Marie-George Buffet



Quels financements pour le spectacle vivant ?

Le conflit en cours des artistes et des techniciens du spectacle continue de pousser les « politiques » à reconsidérer la place des arts et de la culture dans leurs projets. Et le financement du spectacle vivant doit être revu, tout le monde en convient. Encore faut-il que cette question ne soit pas posée pour remettre en cause les mécanismes de la solidarité interprofessionnelle nécessaires et illustrés par les annexes 8 et 10 de l'UNEDIC.

Mais la question du financement du spectacle vivant ne peut se résumer à la question de l'emploi ou des crédits qui y sont affectés. Il s'agit avant tout d'affirmer une véritable ambition culturelle.

Pour financer, en toute transparence, le travail visible et non visible effectivement réalisé par les professionnels du spectacle, une étude d'un organisme professionnel indique qu'il faudrait augmenter les subventions publiques de 40 %. Et encore, sans développement aucun.

Il faut donc repenser l'investissement public en faveur de la culture. Le temps du 1 % du budget de l'Etat est dépassé. Il nous faut aujourd'hui exiger 1% du PIB. Toutes les collectivités publiques y participeraient, ce qui suppose une réforme de la fiscalité donnant en particulier aux communes de nouvelles marges financières leur permettant de déployer une politique proche des citoyens.

Au plan national, il faut, tout à la fois, une loi d'orientation sur la culture adoptée au Parlement et une loi de programmation financière sans laquelle les engagements ne seront pas tenus.

Ce chantier ne peut être ouvert et ne peut aboutir à des solutions pertinentes que si l'ensemble de ceux qui sont concernés par la culture, c'est-à-dire à la fois les artistes et les techniciens, les élus et aussi les citoyens eux-mêmes, concourent à la définition même de cette politique nouvelle.

Comme l'indiquait Marie-George Buffet dans un courrier au Ministre Donnedieu de Vabres qui lui demandait de signer la charte de l'emploi : « Nous avons besoin d'un véritable essor culturel, d'une nouvelle démocratie qui allie la tradition française d'aide à la création dans le respect de l'indépendance des créateurs, à une véritable ambition publique pour la culture. Cela suppose de favoriser les projets des équipes artistiques qui cherchent à associer la population au développement culturel, d'encourager les coopérations entre les lieux de création et les compagnies sans lieu, de soutenir les transversalités des interventions dans le champ des arts et de la culture, l'innovation et l'expérimentation. Cela suppose aussi de reconnaître aux associations d'éducation populaire, aux salariés, dans les formes nouvelles de représentation qu'ils se donnent, les moyens d'être des partenaires actifs de cette démocratie culturelle.

Cela suppose enfin de redonner toute leur place aux enseignements artistiques et aux artistes dans l'école, de doter les services publics, et notamment celui de l'audiovisuel, de grandes politiques publiques dégagees des contraintes financières imposées par la règle du marché, et dégagees du diktat de la publicité et des intérêts commerciaux. »

Un véritable programme certes, mais aussi, et c'est bien ce qui est à l'ordre du jour après le référendum, une alternative, crédible et durable, aux politiques libérales qui élargissent toujours plus le champ de la marchandisation.

Francis Parry, responsable national du PCF, vice président de la Région Ile-de-France



Universaliser les droits

« Le Non irait comme un gant à l'Afrique noire, Monsieur le Président des Français, si il nous était donné à nous, peuples de vos anciennes colonies le droit de nous prononcer » (1). C'est par ces mots qu'Aminata Dramane Traoré, ancienne ministre de la Culture du Mali et porte-parole du Forum Social Africain, ouvre son dernier ouvrage à la veille du référendum français sur la Traité de l'Union européenne.

« Non à une Constitution coloniale », scandent encore des progressistes argentins. Dans la partie 3, titre 4, annexe 2, l'archipel des Malouines sous le nom d'« Iles Falkland est intégré au territoire de l'Union européenne car considéré comme un territoire d'outre-mer britannique. « Non à l'OTAN,

à la militarisation de l'Europe, du monde et des esprits », nous disent des pacifistes japonais. La tristement célèbre île d'Okinawa abrite toujours la principale base américaine du Pacifique. Le Non est transfrontière, tant il incarne le refus de la déshumanisation de la société, de la planète. Le Non est constituant, car il inaugure une saison nouvelle de l'agir politique, de l'agir ensemble. Le Non est radical, car il vise à la transformation.

Dans une maison, il est vital d'avoir des miroirs et des fenêtres. Une fenêtre, c'est l'ouverture sur le monde extérieur. Un miroir, c'est le reflet de soi, de son évolution. Les miroirs sont indispensables pour la mémoire collective. Pourtant, combien de peuples en sont dépossédés, contraints d'être vus et de se voir à travers le prisme de la production audiovisuelle des pays riches, principalement étasunienne !

Les films et téléfilms les plus diffusés sont homogénéisés jusqu'à leur structure narrative. Quand Aminata Traoré titre un de ses ouvrages Le viol de l'imaginaire (2), ce n'est pas anodin. « Dès le plus jeune âge, on nous apprend à être pauvres pour mieux mendier ». Les grosses productions d'outre-Atlantique contribuent à véhiculer une image miséabiliste de l'Afrique. L'Afrique, métonymie du Sud, serait par essence pauvre, à genoux devant la généreuse charité du Nord riche. Il n'y a pas de région par essence riche ou pauvre, il n'y a que des régions appauvries ou enrichies par un système économique. Et il serait grand temps de briser les chaînes. L'enjeu n'est pas de concéder quelques chances mais d'universaliser les droits.

Sortir du monologue du Nord et du mercantilisme, promouvoir une féconde diversité culturelle, est un défi majeur. Les créations de l'esprit ne sont effectivement pas des marchandises, les services de la culture ne sont pas de simples produits commerciaux. Donnons-nous les moyens pour que l'exception culturelle devienne raison universelle. Nous l'avons appris dans la campagne du Non, un seul doigt ne peut ramasser un caillou...

Sarah-Jane Mellor, membre d'ENDYL (European Network of Democratic Young Left - Réseau européen de la Jeune Gauche Démocratique)

(1) Lettre au Président des Français..., éditions Fayard, 2005
(2) Le viol de l'imaginaire, Actes Sud, 2002

Mon coup de gueule pour sauver l'intermittence

Juin 2003-juin 2005, deux ans déjà. Deux ans que l'on joue avec les nerfs des intermittents. Deux ans après la signature d'un protocole d'accord-chômage, on a l'impression que le gouvernement essaie de calmer les esprits à la veille de l'ouverture de la saison des festivals, histoire de passer un été plus tranquille que les fois dernières. Seul le MEDEF et son habituelle arrogance - certes sans tapage - son refus de maintenir le dispositif spécifique des intermittents. Le comité de suivi de l'assurance-chômage des intermittents du spectacle, du cinéma et de l'audio-

visuel, composé notamment de parlementaires de toutes les sensibilités politiques représentées à l'Assemblée nationale et au Sénat, a toujours joué le jeu de la concertation. J'ai personnellement apprécié son rôle à la fois consensuel et engagé pour « sortir de la crise par le haut ». Récemment, je n'ai pu toutefois m'empêcher de pousser un coup de gueule.

Comme 95 députés UDF, PS et PCF, j'ai déposé une proposition de loi destinée à préciser les bases d'un régime spécifique d'assurance-chômage dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle au sein de l'UNEDIC. L'article premier définit ainsi « les modalités de l'ouverture des droits à indemnisation, sur une période de référence de douze mois, avec une date d'anniversaire fixe et le versement d'une indemnité sur l'ensemble de cette même période de référence ». Pourquoi le gouvernement refuse-t-il

d'inscrire cette proposition de loi à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale et du Sénat ? Pour ne pas trop s'émanciper des théories du MEDEF ?

Les députés ont majoritairement déposé cette proposition de loi. On est enclin à penser qu'ils voteront ce qu'ils proposent, et même que d'autres les rejoindront. Mais, cela ne suffit pas. La France de la démocratie doit être respectée : j'en appelle aux intermittents qui souffrent de ce manque de reconnaissance ; j'en appelle aux publics, aux jeunes et aux hommes sensibles à l'essor de la liberté de création qui n'est autre que la grande aventure des festivals, comme ici en Avignon ; j'en appelle au mouvement populaire, à tous les élus. La proposition de loi doit, en partie, débarrasser la création culturelle et artistique des visées les plus libérales. Et devenir incontournable dans les négociations qui s'annoncent à l'automne. Puisse l'été porter conseil...

Frédéric DUTOIT, député des Bouches-du-Rhône, PCF

INTERMITTENTS EN DETRESSE!

Rencontres en Avignon

Le 12 juillet à 17h
Cour de la chapelle Saint Charles
Libéralisme : fin de cycle ?
Quelles alternatives, sociale, politique, culturelle

Le 18 juillet à 18h
Jardin des cultures d'Europe
Artistes, peuples(s), culture(s)

Le 21 juillet à 17h
Cultrre Saint Louis
Le marché contre la diversité culturelle ?

Exception, diversité et marché ?

L'« exception culturelle » promue à partir de 1994 a permis de résister sur un plan juridique et politique à une « libéralisation » incontrôlable des activités de production et de diffusion culturelles. Se référant au vieux concept de droit de l'exception, mais aussi à celui de l'exemption, se constitue ainsi un front, soutenu par des gouvernements, des sociétés « indépendantes » et plusieurs instances de la société civile, qui s'est efforcé de contenir, depuis lors, l'exercice d'une « concurrence libre et non faussée » au sein d'un grand secteur culturel qui n'aurait pu le supporter, à défaut de se voir rapidement délitée, comme on l'observa naguère du cinéma britannique ou néo-zélandais. De son côté, la « diversité culturelle » émergea, à la fin des années 1990, d'un

mouvement complexe, réunissant des intérêts contradictoires : 1) des adversaires de l'exception, aux motivations économiques et politiques ; 2) des pays en développement, estimant que la polarisation sur l'exception ne signifiait qu'un énième épisode des rivalités Nord/Nord, négligeant leurs intérêts propres ; enfin, 3) des défenseurs de l'exception culturelle, considérant que sa posture trop défensive nécessitait de recourir à une autre logique. Soulignons en outre qu'à la différence de celui d'exception, le concept de diversité culturelle n'a aucune tradition juridique. Néanmoins, les efforts de l'Unesco, joints à ceux des coalitions réunies en sa faveur, ont permis à ce concept de gagner en peu de temps une dignité juridique et politique, d'abord grâce à la Déclaration universelle de novembre 2001, puis à la négociation en cours sur une convention internationale, qui devrait être approuvée par la Conférence générale de l'UNESCO à l'automne 2005.

Quant au « marché des biens et services culturels » - premier poste en valeur des exportations étasuniennes, mais aussi d'une importance stratégique considérable pour des pays émergents tels que l'Inde, le Brésil et le Mexique -, il s'adapte en continu aux revendications à l'exception ou à la diversité. Mieux : il s'emploie à les recycler et à utiliser toutes les failles des dispositifs légaux et réglementaires, qu'ils soient d'origine nationale, régionale ou multilatérale.

En bref, la course se profile interminable entre, d'un côté, les tenants de l'exception ou de la diversité culturelles, d'un autre côté, les thuriféraires d'un marché dérégulé. À horizon visible, et quoi qu'il advienne de la convention UNESCO, on imagine mal relâche ou compromis entre les deux camps.

François de Bernard, philosophe, répond ici à une interrogation de l'éditeur

Cigale n° 2

8 pages de démocratie culturelle
Parti Communiste Français

coordination document :
Christophe Adriani
Laurent Klajnbaum
tél. : 01 40 40 12 12
mail : klajnbaum@pcf.fr

Nous Travillions Ensemble 05
Alex Struzkyk
Alex Jordan
graphisme, images :

www.noustravillionsensemble.fr
tél. : 01 49 07 61 50



Quelle enjambée ?

Nous avons demandé à des artistes et d'autres acteurs culturels leur point de vue sur la situation politique après le 29 mai

« Nous traversons un tunnel : l'époque ». Depuis ce tunnel, je me suis souvent demandé s'il nous appartient encore d'avoir une perspective sur le monde. Pas un constat mais le courage d'une pensée, la passion du réel. Pour moi, ce Non inaugure simplement la possibilité d'un avoir lieu, d'un événement. Ici, je reconnais la possibilité d'énoncer ma responsabilité devant l'événement. Je m'oblige à aimer la complexité, l'angoisse, et mine de rien l'élucidation des postures. Et le risque total qu'il propose comme toujours quand l'événement fait saillie. A cet endroit d'arrêt, je reconnais mes tentations, celles du tunnel, la passion de la paresse et de l'ignorance, le vouloir vivre sans pensée et donc sans acte. Et que ce Non qui l'expose sans les résoudre peut faire désirer davantage, définitivement. Je sais que c'est ce qu'il nous faudra

redouter très clairement sous le visage de Sarkozy. Et sous les visages de naguère, ceux de la modestie concrète et du vouloir circonspect. Dans ma vie de créateur, je reconnais ces tentations, celles du « vouloir en être » infernal dont la fausse vie n'est que l'abandon au rythme du temps. Au contraire, si depuis le tunnel je veux désirer un autre « nous », je n'ai pas d'autre choix que de m'assigner le désir et la discipline les plus hauts et, paradoxalement, réfractaires et solitaires. Dire avec ce Non que le vouloir touche intimement au réel, qu'il est « répétable » à condition de courage, d'intranquillité, d'amour de l'excès ; ce qui, de notre part, est la moindre des choses.

Marie-José Malis, metteur en scène

Aujourd'hui, la culture doit être une marchandise stupide et divertissante, ou une pratique de consommation coûteuse et réservée à une élite. Tout cela arrange le pouvoir, trop heureux qu'il est de stériliser les sources de créativité, donc de liberté, donc de rébellion. Le peuple du Non qui s'inscrit dans la tradition contestataire de 1871, de 1936, de 1968 accepterait-il ce double mépris ? Pour lui répondre, il faut convertir la culture en un outil d'émancipation populaire, c'est-à-dire faire

se rencontrer des personnes, les faire s'agréger sur des projets communs dont ils sont à l'origine. Et sur ce point, les espaces de cultures émergentes et alternatifs européens ont leurs mots à dire, car c'est là où se réapproprie concrètement, chaque soir, entre AG et spectacles, la vraie citoyenneté.

François Bourcier, metteur en scène et comédien, cofondateur du Studio théâtre de Charenton

Alors que le président de la République et son ministre de la culture conviaient, il y a quelques semaines, quelques grands créateurs au balcon de la Comédie française pour sauver l'Europe de la concurrence libre, non faussée et sauvage, des milliers d'intermittents se demandaient ce qu'allait être leur fin de mois, des centaines d'associations culturelles se voyaient menacées de démantèlement et la responsabilité nationale pour l'art et la culture, la santé et l'éducation était taxée de déficit handicapant. Il est vrai que le Non du peuple de France en réponse à l'injonction méprisante des oligarchies politiciennes et de leurs technocraties zélées

à quelque chose d'icône et d'insolent. Nous sommes très nombreux à y voir un geste ambitieux et tonique, puisqu'il s'agit de sauver du marasme programmé l'idée même de peuple, de citoyenneté et de démocratie.

Nous sommes très nombreux à y voir aussi un moment fondateur d'une nouvelle éducation populaire, démonstratif de la capacité à fonder collectivement les réponses contemporaines au vivre ensemble, à élaborer de nouveaux savoirs en alternatives aux plans inavoués du libéralisme. Bref, à redonner à la pensée et à l'action politiques, à l'émancipation de la démocratie, toute leur modernité.

Marc Lacreuse, Alexia Morvan, Fernand Esteves, Laurent Klajnbaum, Franck Lepage, du Collectif éducation populaire

Le collectif éducation populaire et transformation sociale a mis en chantier la préparation d'une Université de l'Éducation populaire pour l'automne 2006. Il est ouvert à toutes celles et tous ceux qui veulent apporter leur contribution à cette offre civile de réflexion. (contact : 06 85 71 74 69)

Combien d'artistes nous ont enjoint de lutter pour étendre à l'Europe les droits des intermittents français ? Nous savons aujourd'hui que les atteintes à ces acquis sont un banc d'essai pour étendre la précarité à l'ensemble du monde du travail ! Mais le Non au référendum est passé par là. L'espoir levé nous invite à nous défendre mais surtout à proposer.

Dans la création artistique nous avons pu tenir en France un niveau de production, de qualité et de créativité enviable. Nous devons partager nos expériences... et les penser. Car ces chemins, heureusement divers, relèvent de quelques principes actifs communs qui marquent notre futur patrimoine. Regardons-nous faire, discutons-en et dressons des exigences, pour que « l'ancien » fasse une place au « nouveau », ici et ailleurs.

Gérard Astor, auteur dramatique, directeur du Théâtre Jean-Vilar de Vitry

Le 29 mai, les citoyens ont posé une question : Comment faire usage du bien commun ? C'est la question la plus morale posée depuis des années. Nous ne pouvons plus faire l'économie d'une véritable réflexion pour une alternative à nos sociétés post-industrielles.

Notre responsabilité tant morale que politique est immense maintenant. Nous qui considérons les frontières dans un sens commun avec les Indiens d'Amérique « non pas comme une séparation mais comme une zone de contact, fil ténu de la rencontre et de l'échange avec les autres », nous avons créé un mouvement (dans le dictionnaire : « État d'un corps dont la position par rapport à un point fixe change continuellement »).

Mais quel est le point fixe ? « l'humanité comme notre bien commun le plus précieux » Nous sommes maintenant dans la position d'inventer. Et Guillaume Apollinaire nous rappelle justement que « lorsque l'homme a voulu imiter la marche, il a inventé la roue qui ne ressemble pas à une jambe »...

Christian Benedetti, metteur en scène, comédien, directeur du Théâtre-Studio d'Alfortville

Dans ce référendum, l'enjeu symbolique l'emportait sur l'enjeu juridique. Enfin les gens ont repris la main. Maintenant ? Garder la main de la démocratie. Ne pas céder sur le sens des mots et la vérité des choses. Tracer le juste emboîtement : une relation exacte entre la nation, l'Europe et l'internationalisme pour que l'Europe ne serve pas de prétexte à la disparition de la souveraineté populaire, l'internationalisme de masque à un capitalisme sans lois, ni la nation de base au repli xénophobe.

Voir qu'il n'y a pas un peuple mais des peuples européens. Entre le monde et la France, vouloir une Europe relais et non écran. Si nous croyons qu'il est possible de mener durablement une autre politique, travailler pour définir ses conditions de possibilité, les définir pour pouvoir les élargir, la faire vivre dans les mots, les liens, les synergies que nous produisons. Nous avons dit que l'alpha et l'oméga de l'humanité, ce n'est pas le marché. Maintenant, il faut écrire notre Oui.

Dominique Cabrera, cinéaste

Internationaliste militant, partisan déterminé d'un service public puissant, convaincu que l'art et la culture, l'enseignement, la santé et la recherche doivent redevenir les fondamentaux de toute politique nationale et/ou européenne, j'ai pourtant voté avec détermination Oui au référendum du 29 mai. Malgré ses manques, le rejet de ce traité ici et maintenant était à mon sens une erreur stratégique pour l'ensemble du mouvement progressiste européen. Mais il n'est évidemment plus temps de ressasser les arguments de mon Oui de gauche. Alors que faire ? comme disait l'autre ! Il faut que tous ceux qui ont la passion du bien commun, tous ceux qui, en France et dans le monde, mettent le souci du vivre ensemble, de la paix et du partage des richesses au-dessus de tout, se rassemblent. Et que, sans exclusive

et sans tabous, faisant fi des dogmes, des préjugés et des nationalités, ils travaillent ensemble à une nouvelle constitution européenne et au-delà à un programme politique réaliste et ambitieux, rigoureux et généreux, respectueux des différences et internationaliste. En un mot il s'agit de mettre en place une sorte de CONSEIL INTERNATIONAL DE LA RESISTANCE qui, à l'instar du CNR, établirait les objectifs à atteindre et les moyens pour y parvenir. Mais cette fois, au niveau européen et non plus national.

Bernard Bloch, comédien, metteur en scène et traducteur

Depuis des années, la crise de la culture, à l'image de toute la société, minée par le libéralisme, explose dans un cycle infernal de marchandisation, de casse des outils de création, d'appauvrissement des lieux de diffusion, de précarisation extrême des artistes... Mais la victoire du Non au référendum place les citoyens, les forces syndicales ou politiques, les acteurs publics devant une situation extrêmement nouvelle. Le libéralisme, dominant de façon arrogante depuis le milieu des années 80, a subi un grave échec. C'est une mise en cause profonde, et qui vient de loin, d'un système qui domine et broie les hommes dans tous les secteurs de leur existence.

Donner corps à l'espoir ce sera, avec tous ceux qui le souhaitent, travailler à promouvoir une véritable alternative politique à gauche. De toutes nos forces, nous allons engager l'immense et formidable chantier citoyen d'une Union populaire pour changer la vie. Parce qu'ils sont au cœur des grandes questions de société, tous les acteurs du champ culturel sont indispensables à cette aventure humaine de transformation sociale.

Marc Brynhole, président de la commission culture et président de l'agence de développement culturel (ADATEC) de la Région Centre

Au moment où l'image toute-puissante restreint nos libertés, où le public est vendu au privé, où nos vies privées sont livrées en public, où nos cellules grises sont bradées à des boissons gazeuses... j'ai envie de mettre en histoires le monde qui va mal. Pour écrire aujourd'hui, j'observe le miroir qui réfléchit peut-être le mieux notre société : sa prison. C'est un lieu qui concentre tout ce que nous voulons cacher par manque de réponses : l'exclusion, la misère, la violence, la marginalité, la perte d'identité, la folie. Ce travail est pour moi l'occasion de réfléchir au politique mais aussi au sens

que l'on donne à sa vie. Mon métier d'artiste s'est construit petit à petit à partir d'une ré-interprétation imaginaire de la réalité. Nous, les gens de théâtre, pouvons réinventer le monde quand il ne nous convient pas. La situation actuelle montre clairement que les citoyens en majorité ne veulent plus rester enfermés dans le rôle muet du consommateur. Du coup, en faisant entendre leur voix, ils se retrouvent tout étonnés d'avoir aujourd'hui la possibilité de devenir acteurs d'une Europe plus solidaire et moins libérale. Le succès à venir nécessite de rebondir après le premier acte !

Pépito Matéo, auteur conteur

Le Non que nous avons porté a eu un peu de mal à convaincre dans le monde de la culture, qui se pense spontanément ouvert au monde, qui revendique la liberté de circulation des artistes et des œuvres et refuse tout ce qui pourrait être perçu comme une volonté de repli sur soi. Pourtant, grâce à une certaine « éthique de la discussion », nous avons contribué à éclairer les risques d'une Europe toujours plus libérale qui ne reconnaît à la culture qu'un statut dérogatoire fragile, remet en cause la présomption de salariat des artistes interprètes, conteste les fonds de soutien et les financements publics comme portant atteinte aux règles de la concurrence. Tout reste à faire pour réorienter l'Europe. Nous avons besoin d'une Europe politique et pour cela d'une véritable politique culturelle européenne. L'Europe doit mettre en place des mécanismes de soutien en s'inspirant des systèmes qui ont le mieux préservé la diversité culturelle. L'ambition politique et budgétaire fait complètement défaut aujourd'hui. Résolument européens, nous allons poursuivre notre action pour porter ces principes, pour la réussite de l'Europe.

Claude Michel, secrétaire de la CGT Spectacle

Pendant la campagne pour le Non, un mouvement alter-européen a grandi. On nous avait dit que les citoyens ne s'intéressaient plus à la politique, comme on veut nous faire croire qu'ils ne s'intéressent qu'à la culture « vitrine ». Mais ce sont les mêmes qui rendent les cerveaux disponibles et vendent du Coca-cola. Pourtant, un film d'art et d'essai peu diffusé peut tenir l'affiche des mois grâce au bouche à oreille. Il est grand temps de faire confiance à tous ces gens qui se sont mis à parler politique ces dernières semaines. Les médias n'informent plus, c'est à nous de le faire, de faire de la politique de proximité. Je crois erroné de penser « laissons faire les gens et montrons leur que certains « politiques » les soutiennent ». Nous sommes tous ensemble maintenant. Emparons-nous de la politique et portons à la connaissance de tous le résultat de nos réflexions, nos propositions. Sachons donc nous écouter, nous parler, échanger. C'est cette communication entre tous les peuples qui permettra de construire un monde nouveau.

Katia Mari, comédienne

À mes yeux, expression esthétique et sens politique sont indivisibles. N'est ce pas le devoir du théâtre de prendre comme objet de questionnement cette demande d'émancipation depuis ce référendum manifeste le 29 mai ? Depuis ce ré-ébranlement, un champ immense s'ouvre devant nous ! Le théâtre ne se fabrique-t-il pas avec du réel, que l'acte artistique transcende ! Sans renier la question du divertissement, il s'agit bien de favoriser des transformations, dimension à la fois éminemment théâtrale et profondément humaine. L'artiste est là pour déstabiliser, ouvrir la perception. Si l'imaginaire-refuge renvoie à des fantasmes, l'imaginable évoque des actes qui enrichissent le réel, le nourrissent. N'est ce pas le manque de culture qui coûte cher ?

Philippe Guérin, metteur en scène

Rencontres en Avignon

Le Parti Communiste réaffirme sa présence dans les festivals pour contribuer au débat sur les enjeux artistiques et culturels

Le 12 juillet à 17h

Cour de la chapelle Saint Charles

Libéralisme : fin de cycle ?

Quelles alternatives sociale, politique, culturelle, avec :

Marie-George Buffet - députée, secrétaire nationale du PCF
Philippe Foulquié - directeur de la friche Belle de Mai
Samuel Joshua - responsable national de la LCR
Françoise Castex - députée européenne, membre du PS

Le 18 juillet à 18h

Jardin des culture d'Europe.

animé par Bernard Loche

Art(s), peuple(s), culture(s), avec :

Laurence Vielle - auteure, comédienne
Francis Parny - responsable national du PCF, vice président de la Région Ile de France
Edouard Glissant - écrivain
Gérard Mordillat - cinéaste
François Bon - écrivain

Le 21 juillet à 17h

Cloître Saint Louis.

animé par Alain Bascoulergue

Le marché contre la diversité culturelle ? avec :

Aminata Traoré - porte parole du Forum social africain,
Michèle Dessenne - ATTAC, Edouard Glissant - écrivain,
Raoul Marc Jennar - président de l'URFIG,
Francis Parny